



CAISSE DE SECURITE SOCIALE DE MAYOTTE

1 ROUTE NATIONALE KAWENI

97600 MAMOUDZOU

MARCHE n° 2025/032

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Marché prestation télésurveillance des sites de la CSSM de Mayotte

SOMMAIRE Table des matières

ARTICLE 1 -	OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES	3
1.1 -	OBJET DU MARCHE	3
1.2 -	FORME ET DUREE DU MARCHE	3
ARTICLE 2 -	PARTIES	3
ARTICLE 3 -	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	3
ARTICLE 4 -	AGREMENTS	4
ARTICLE 5 -	SOUS-TRAITANCE	4
ARTICLE 6 -	CONDITIONS D'EXECUTION	4

ARTICLE 7 - PRIX ET MODES DE REMUNERATION	4
ARTICLE 8 - MODALITES DE REGLEMENT	4
ARTICLE 9 - AVANCE ET ACOMPTE	5
ARTICLE 10 - DEFAILLANCE DU TITULAIRE	6
ARTICLE 11 - OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE.....	6
<i>11.1 : Obligation de discrétion</i>	6
<i>11.2 : Sanctions</i>	6
ARTICLE 12 - RENOUVELLEMENT	6
ARTICLE 13 - RESILIATION	6
ARTICLE 14 - EFFET DE NON RENOUVELLEMENT DU MARCHE	7
ARTICLE 15 - PENALITES	7
15.1 : PENALITES DE RETARD	7
ARTICLE 16 - SECURITE DES INFORMATIONS	7
ARTICLE 17 - DROIT, LANGUE ET MONNAIE.....	8
ARTICLE 18 - ASSURANCES	8
ARTICLE 19 - CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE	8
ARTICLE 20 - DE CREANCES	8
ARTICLE 21 - DEROGATIONS	8

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 - Objet du Marché

La présente consultation a pour objet l'exécution de prestations télésurveillance des locaux de la Caisse de Sécurité Sociale de Mayotte.

1.2 - Forme et durée du marché

Les prestations afférentes au CCTP seront exécutées tous les jours.

Le marché prendra effet à compter de la date de notification qui correspond à la date de réception, par le titulaire, de la copie certifiée conforme du marché pour une durée de 1 an non renouvelable.

ARTICLE 2 - PARTIES

Les parties à ce marché sont, d'une part, la Caisse de Sécurité Sociale de Mayotte dénommée CSSM ou pouvoir adjudicateur et, d'autre part, la personne à qui le présent marché est attribué, dénommée le titulaire.

ARTICLE 3 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché comprennent, par ordre de priorité décroissante :

Pièces particulières

- L'acte d'engagement et ses annexes ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) ;
- Les commandes effectives émises au fur et à mesure des besoins du pouvoir adjudicateur.

Pièces générales

- Le Code de la commande publique (CCP) ;

En cas de contradiction entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus. Seuls les documents originaux conservés par la CSSM font foi.

Après sa conclusion, le marché est éventuellement modifié par des avenants ou des actes spéciaux.

ARTICLE 4 - AGREMENTS

Le titulaire reconnaît disposer de tous les agréments et habilitations nécessaires pour effectuer les prestations décrites en objet. Il s'engage à signaler toute modification au pouvoir adjudicateur.

Article 5 - SOUS-TRAITANCE

Le Titulaire du marché qui envisage de sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché devra en faire la demande à la CSSM dans les conditions prévues aux articles R2193-3 à R2193-4 du CCP.

Si le titulaire omet volontairement ou non de mentionner la sous-traitance envisagée, il pourra le faire en cours de marché.

Il est précisé que le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché vis-à-vis de la CSSM.

ARTICLE 6 - CONDITIONS D'EXECUTION

6.1 – Généralités

Le titulaire exécute ses prestations dans les conditions fixées au CCTP.

Il intervient exclusivement à la demande de la CSSM (Directeur général ou ses délégataires). Toute demande exprimée par une personne autre que l'interlocuteur désigné ou autorisé par la CSSM, ne serait pas régularisée et ne ferait l'objet d'aucun règlement.

Article 7 - PRIX ET MODES DE REMUNERATION

7.1 Prix

Le titulaire applique à ses prestations les tarifs déclinés dans l'acte d'engagement ou (et) dans son BPU.

7.2 Révision des prix

Les prix des prestations peuvent être révisés à la date anniversaire en tenant compte de l'évolution du salaire minimum garanti.

ARTICLE 8 - MODALITES DE REGLEMENT

8.1 Présentation de la facture

Les factures ne sont adressées par le titulaire qu'après exécution des prestations et injectées dans la plateforme chorus pro (art R 2192-3 CCP).

La facture est établie, au mois échu (du 30 au 15 du mois suivant), portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

Le numéro de SIRET ;

Le nom et l'adresse du créancier ;

Le numéro de son compte postal ou bancaire, tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement ;

La référence du marché ;

Le détail de la prestation exécutée (les références devis, le numéro ou la référence de la ou des commande(s)) ;

8.2 Mode de règlement

Le règlement des factures est effectué par virement exclusivement au compte bancaire du titulaire mentionné à l'acte d'engagement par le comptable assignataire.

Les règlements sont imputés sur le budget de la CSSM dans sa partie fonctionnement.

8.3 Adresse de facturation

Caisse de Sécurité Sociale de Mayotte

Centre Kinga, 1 route nationale, Kawéni

97 600 Mamoudzou

8.4 Délai de paiement

Le paiement des sommes dues par la CSSM est effectué dans le délai de 30 jours qui suivent la réception de la facture par le service gestionnaire conformément à l'article R2192-10 du CCP.

Aucun délai d'ordonnancement et de règlement ne peut être opposé à la CSSM si les conditions et les modalités de facturation ne sont pas remplies, étant précisé que la date de réception faisant foi est celle authentifiée par le cachet du service gestionnaire.

8.5 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus fait courir de plein droit, et sans autres formalités, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

ARTICLE 9 - AVANCE ET ACOMPTE

9.1 - Avance

Il ne sera pas versé d'avance au titulaire du marché.

9.2 - Acompte

Il ne sera pas versé d'acompte au titulaire du marché.

Article 10 - DEFAILLANCE DU TITULAIRE

Il appartient au titulaire de mettre en place une procédure de relais permettant, en cas de défaillance exceptionnelle ou de situations urgentes.

ARTICLE 11 - OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

11.1 : Obligation de discrétion

Le titulaire qui, soit avant la signature du marché par la CSSM, soit au cours de son exécution, a reçu de la CSSM communication de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de garder la confidentialité de ces informations. Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse de la CSSM, être communiqués à des tiers.

La CSSM s'engage à maintenir confidentielles les informations, signalées comme telles, qu'elle aurait pu recevoir du titulaire.

Elle s'engage également à considérer les méthodes et le savoir-faire du titulaire comme confidentiels.

11.2 : Sanctions

En cas de violation par le titulaire ou un des sous-traitants des obligations mentionnées dans le présent article, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le titulaire s'expose à l'application des mesures de résiliation.

En cas de violation par un sous-traitant des obligations mentionnées dans le présent article, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le groupement de commande doit, à la demande de la CSSM, retirer l'agrément de ce sous-traitant, sans que soit pour autant diminuée la responsabilité du titulaire quant à la bonne exécution du marché.

ARTICLE 12 - RENOUELEMENT

Le présent marché à une durée d'un an non renouvelable.

ARTICLE 13 - RESILIATION

Par dérogation aux articles 38 et suivants du CCAG/FCS, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché à tout moment à condition de respecter un préavis de 3 mois.

Article 14 - EFFET DE NON RENOUVELLEMENT DU MARCHÉ

Sans objet

ARTICLE 15 - PENALITES

15.1 : Pénalités de retard

Si le titulaire est dans l'impossibilité d'assurer les prestations qui lui sont demandées aux conditions du présent marché, il en informe la CSSM dans les meilleurs délais.

En cas de retard dans l'application des consignes ou dans l'intervention, contrairement à l'art 14.1.1 du CCAG-FCS, Le titulaire peut se voir appliquer une pénalité forfaitaire de 150 euros tous les 15 minutes de retard en ce qui concerne l'intervention et une pénalité forfaitaire de 150 tous les 3 minutes de retard en ce qui concerne le délai de traitement de l'alarme.

ARTICLE 16 - SECURITE DES INFORMATIONS

Conformément à la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le titulaire s'engage à prendre toutes les précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ne pas utiliser les documents ou informations traitées à des fins autres que celles spécifiées au présent marché.
- prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielles, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et supports d'informations traitées pendant la durée du présent marché et en fin de contrat à procéder à la restitution de tous les fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies.

A ce titre, le titulaire ne pourra sous-traiter l'exécution des prestations à une autre société ni procéder à une cession du marché sans l'accord de la CSSM.

La CSSM se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraît utile pour constater le respect des obligations précitées.

La CSSM pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

ARTICLE 17 - DROIT, LANGUE ET MONNAIE

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Le tribunal seul compétent est le tribunal judiciaire de St Denis de La Reunion.

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

La monnaie à prendre en compte dans le marché est l'EURO.

ARTICLE 18 - ASSURANCES

Le titulaire déclare qu'il a souscrit une assurance responsabilité civile professionnelle, pour tous les dommages tant corporels que matériels ou immatériels et s'engage à maintenir pendant toute la durée du marché l'assurance en question et à avertir immédiatement le pouvoir adjudicateur de toute difficulté qui pourrait survenir.

Le titulaire devra en particulier veiller à ce que cette assurance couvre tous les dommages pouvant intervenir dans le cadre de l'exécution de la prestation.

Le titulaire demeure seul responsable des dommages causés par négligence ou manquement dans l'exécution du contrat ou toute autre cause pouvant lui être imputée.

Par ailleurs, le titulaire devra justifier du paiement régulier des primes d'assurance pendant l'exécution du marché public.

ARTICLE 19 - CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE

Tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile, du compte à créditer, devra être notifié par lettre recommandée avec avis de réception ou par courriel à la CSSM. Cette notification devra être accompagnée, selon les cas, soit du nouveau R.I.B., soit d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la Société, soit d'une photocopie certifiée conforme de l'extrait du journal d'annonces légales.

Article 20 - DE CREANCES

Les créances nées ou à naître dans le cadre du présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R2191-45 et suivants du CCP.

La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés à l'article R2191-62 du CCP est le Directeur comptable et financier de la CSSM ou son représentant.

Article 21 - DEROGATIONS

Le marché déroge aux articles 14.1.1 et 38 et suivants du CCAG-FCS.



Fait à Mamoudzou le

Signature Directeur CSSM

Signature du prestataire